



LA SECURITE PARTICIPATIVE : UNE NÉCESSITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Introduction

La sécurité humaine et la paix sont des leviers essentiels pour un développement harmonieux et harmonisé de la sous-région ouest-africaine. Or, on constate que, malgré les efforts consentis par les Etats et la communauté internationale, il est difficile de passer une année sans qu'un conflit naisse ou ressurgisse dans cette partie du globe. Ainsi, on a pu noter, depuis une décennie que les indicateurs restent constants et nombreux : des coups d'Etats , une rébellion puis une guerre civile en Côte d'Ivoire, des crises violentes d'ordre politique et électoral en Guinée, une rébellion et une invasion djihadiste au Mali, des coups d'Etat et une instabilité politique et institutionnelle chronique qui survit aux divers rounds électoraux de sortie de crise en Guinée Bissau, un coup d'Etat suivi d'un soulèvement populaire au Burkina Faso.

L'Afrique de l'Ouest est activement confrontée à la menace terroriste djihadiste dans des pays comme le Nigeria, le Niger, le Mali.

L'acuité de la menace constituée par le virus EBOLA en Guinée ; au Liberia et en Sierra Leone atteste par ailleurs l'urgence d'une réponse régionale en matière de santé et plus largement de sécurité humaine dans l'espace CEDEAO. L'infection à virus Ebola a causé au 20 mai 2015 la mort de 11.135 personnes sur 26.969 qui ont été contaminées.

Cette situation de crise sécuritaire s'est développée dans un contexte d'incrustation du crime organisé avec un renforcement entre autres des trafics humains, de ressources naturelles et de trafic de stupéfiants. En quelques années, l'Afrique de l'Ouest est passée d'une situation de zone de transition à celle de zone de consommation et même de production de drogues comme le souligne un rapport de l'ONUDC en 2013. Enfin il faut aussi prendre en compte le trafic d'armes, la contrebande et le blanchiment d'argent qui se sont développés de façon considérable au sein de l'espace CEDEAO .

Un tel contexte régional nourri par des crises nationales et des dynamiques conflictuelles régionales et transnationales, la paix et la sécurité , y compris la sécurité humaine restent des objectifs majeurs qui doivent déterminer et structurer non seulement des stratégies mais aussi des politiques nouvelles et concrètes aux niveaux régional , sous-régional et national.. Les volontés politiques affichées et les initiatives pour les concrétiser ne pourront se concrétiser de manière efficiente et durable que si tous les acteurs convergent dans l'action avec une synergie et une complémentarité pour la prévention et la résolution ainsi qu'une consolidation de la paix pour un développement au service des populations.

I Des enjeux sécuritaires à assumer dans un contexte de fragilités structurelles

D'emblée, il faut remarquer que l'Afrique de l'Ouest souffre, entre autres maux, de deux grands problèmes : une grande fragilité des Etats et un agenda sécuritaire qui peine à être opérationnel.

► 1. Fragilités des États

Les Etats d'Afrique de l'Ouest font la plupart face à de graves défis d'instabilité et d'insécurité. Ces cinq dernières années, une résurgence de ce phénomène en Afrique de l'Ouest a affecté beaucoup de pays, notamment la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie et le Niger.

Des menaces sur la paix civile et l'unité nationale notamment par des rébellions armées et/ou des mouvements terroristes ont affecté ces dix dernières années la plupart des 15 Etats membres de la CEDEAO. Tout ceci a un impact négatif sur la sécurité et met les Etats en mauvaise posture face à de nouveaux types de menaces telles que l'extrémisme religieux violent, le terrorisme, la radicalisation, divers trafics. Dans bien des cas, les Etats ont hérité de la colonisation et poursuivi une logique de répression et parfois d'exclusion par ailleurs négatrice des droits humains déjà pratiqués par l'Etat colonial. L'Etat en matière de défense, de sécurité et de paix dans la plupart des cas réduit la fonction sécuritaire à sa propre protection et à la préservation d'un système qui en exclut les populations ainsi que les acteurs non partie prenante du pouvoir politique.

Au moment où le Mali est en crise, la montée régionale du terrorisme en Afrique de l'Ouest et les graves défis sanitaires illustrés par Ebola montrent une nouvelle conjonction de menaces. Pour cette raison, il urge d'agir en mettant en œuvre un dispositif qui permette d'inclure toutes les couches de la population dans la définition des moyens d'assurer la paix et la sécurité dans l'espace ouest-africain.

► 2. Un agenda sécuritaire réactif et en quête d'opérationnalité

La question de la sécurité a rythmé toutes les grandes rencontres tenues dans la sous-région et les chefs d'Etats ont bien compris que le règlement de cette question était la condition de l'émergence de cette partie du continent. A cet effet, l'espace ouest-africain dispose de grands ensembles économiques dans leur nature (CEDEAO) et (UEMOA) mais souvent rattrapés par les urgences politiques et sécuritaires au point d'y consacrer une part démesurée de leur temps institutionnel (c'est notamment le cas de la CEDEAO). Malgré tous les acquis en matière de prévention et de résolution des conflits les Etats et les institutions communautaires d'Afrique de l'Ouest sont à nouveau gravement confrontés à la nécessité d'élaborer et de maîtriser un agenda et des capacités sécuritaires à la hauteur des défis et menaces qui se sont amplifiées et complexifiées ces cinq dernières années.

II Inscrire la sécurité dans le cadre du développement en Afrique de l'ouest

La question du développement reste la question centrale en matière de gouvernance des Etats mais il ne faut pas oublier que les problèmes de sécurité sont en rapport étroit avec la gouvernance. La défense

des institutions démocratiques et républicaines, la sauvegarde de la souveraineté et l'intégrité territoriale et enfin la préservation de la sécurité humaine constitue des défis de gouvernance à inscrire dans le cadre et la perspective du développement économique et social des pays de la région. Ainsi, la sécurité aussi bien nationale qu'étatique doit être profondément liée au développement et au bien-être des populations. La sécurité des biens, des personnes et du cadre économique constitue un facteur clé voire une condition préalable à tout investissement qui doit contribuer au développement dans tous les secteurs d'activité. Celle-ci doit être concrétisée à plusieurs niveaux : sécurité économique, sécurité alimentaire ou sanitaire, la sécurité environnementale, la sécurité des personnes, la sécurité communautaire ou encore la sécurité politique. La sécurité des biens, des transactions financières et des investissements est indispensable au développement économique.

III Une efficacité très relative et une urgente exigence d'amélioration des capacités régionales et nationales.

Face aux nouvelles exigences sécuritaires, les Etats et les organisations sous-régionales et régionales ont essayé d'agir pour faire de la question sécuritaire une priorité nationale et communautaire.

► 1. Au plan militaire

Dans nombre de pays, la restructuration des armées nationales et la réconciliation des forces de l'ordre avec les populations a permis d'avoir une nouvelle image des forces de sécurité qui ne sont plus perçues comme des forces de répression. La problématique de réforme du système de sécurité fait de plus en plus son chemin au-delà même des pays en situation post-conflit (Cote d'Ivoire, Mali, Guinée Bissau, Liberia, Sierra Leone, Guinée).

Au niveau communautaire, la CEDEAO a cherché à se doter elle-même d'une stratégie régionale de réforme du secteur de sécurité. En assumant la nouvelle architecture africaine de sécurité concrétisée par la stratégie de Forces Africaines en attente, elle a cherché à réformer et améliorer les structures, performances et approches opérationnelles d'ECOMOG. Mais la situation née de l'invasion narco-djihadiste et terroriste au Mali ainsi que l'expansion de Boko Haram ont mis à rude épreuve la réalité et l'opérationnalité du dispositif de la CEDEAO en dépit de la contribution communautaire aux batailles pour faire face à l'agression.





► 2. Au plan intellectuel

Au plan intellectuel, la réflexion sur la question de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest s'est développée et témoigne de l'intérêt croissant des chercheurs, des associations de la société civile ouest-africaine et des ONG. Presque tous les ans, au niveau local, régional ou sous-régional, des ateliers de partage et de réflexion sont organisés pour échanger sur les menaces, les tentatives et les actions à mettre en œuvre pour avoir des résultats probants. Toutefois, la mise en œuvre des conclusions peine à se concrétiser ou à donner des résultats concrets.

IV Nécessaire implication des populations

La plupart des actions en vue de la préservation ou de la consolidation de la paix et de la sécurité se sont révélées être le fait des décideurs politiques, des forces de défense avec, tout au plus une implication de spécialistes et de groupes réduits d'activistes mobilisés.

Or, face à ces enjeux et à l'ampleur du phénomène, force est de retenir que la question de la sécurité ne peut pas être uniquement un domaine exclusivement réservé aux Etats qui peinent déjà à assurer la sécurité des populations. C'est une question qui interpelle tous les citoyens, quelle que soit leur place dans la société. C'est ce qui justifie qu'elle doit être inclusive et dans le même mouvement, être considérée comme une affaire de tout le monde. En ce sens, il y a une forte nécessité d'impliquer toute la diversité d'acteurs que nécessite la prévention des conflits, la résolution des crises violentes et la défense de la paix civile et internationale, toutes choses qui concernent les populations et figurent parmi leurs plus vives préoccupations. Il convient dès lors de les associer de manière multiforme non seulement à travers leurs élus et autres représentants mais aussi par la multitude d'organisations et d'initiatives citoyennes ou communautaires où elles agissent et veulent se faire entendre dans l'espace public.

V Recommandations

Eviter de réduire la sécurité en une question militaire

Prendre en compte toutes les formes de menace de la sécurité humaine

Définir un cadre et implication des acteurs

Responsabiliser les OSC

Utiliser les ressources traditionnelles / Valoriser les mécanismes et capacités endogènes de prévention et de gestion des crises

Réconcilier les forces de défense et les populations.

Références

- ✓ AUGE Axel, « les reformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique subsaharienne : vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire », in *Afrique contemporaine*, n°216, 2006.
- ✓ BANGOURA, Dominique, 1996, « Le couple défense-sécurité et la paix en Afrique : le champ des ruptures », in *Pouvoir et paix civile en Afrique*, Paris, Présence Africaine, p. 77-104.
- ✓ BOUKO Habi Dramane, 2004, La circulation des armes légères et de petit calibre en Afrique de l'ouest: contribution à une étude au programme de désarmement, Disponible dans http://www.memoireonline.com/02/06/115/m_circulation-armes-legeres-petit-calibre0.html)
- ✓ FAWOLE A. Ukeje (Dir.), *The Crisis of the State and Regionalism in West Africa: Identity, Citizenship and Conflict*, Dakar Codesria, 2005.
- ✓ KLINGEBIEL Stephan, "Regional Security in Africa and the role of External Support", in *The European Journal of Development Research*, Vol.17, n°3, September 2005.
- ✓ LAMBOLEZ Cyril, 2014, « La prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre : le cas du Sénégal », Mémoire de stage Master 2 Relations Internationales, Sécurité et Défense, spécialité Politique et Stratégie d'Action Publique Internationales, parcours OI/ONG, Université Lyon 3, Jean Moulin.
- ✓ MELHER Andreas et Bauer Stéphanie, « Les oligopoles de la violence en Afrique de l'Ouest », *Politique étrangère*, 2
- ✓ UNDOC, 2013, Criminalité Transnationale Organisée en Afrique de l'Ouest : Une Evaluation des Menaces.
<http://africacenter.org/about/lang=fr>
- ✓ <http://www.peaceau.org/fr/page/82-african-standby-force-asf-amani-africa-1>

Chef de projet : Dr Adjaratou Wakha AIDARA NDIAYE
Coordinateur principal : Pr Massaër Diallo
Coordinateurs adjoints: Mamadou Dramé et Saliou Diop

«Ces travaux ont été réalisés avec l'appui financier et technique du CRDI»



Liberté 6 Extension lot 139 - Cite des Jeunes Cadres Lébus
BP: 25 887 Dakar-Fann (Sénégal) - Tél:+(221)33 867 70 98 - Fax :+(221) 33 867 70 97
Web: www.partnerswestafrica.org



Canada

Décembre 2015